



LA TOILE

LETTRE D'INFORMATION MONARCHISTE



SPÉCIALE FRANCE

Les royalistes & les élections européennes

A l'occasion de la prochaine échéance européenne du 7 juin 2009, les royalistes avanceront, une fois encore, en ordre dispersé. L'équipe de LA TOILE a recueilli les arguments et consignes des principaux protagonistes du royalisme organisé. La Restauration Nationale, le Centre Royaliste d'Action Française, la Nouvelle Action Royaliste et l'Alliance Royale ont la parole... (propos recueillis par Sylvain et Khemara)



Bernard Pascaud est le président de la Restauration nationale (3e à partir de la gauche)

Quelle est la position officielle de la Restauration Nationale concernant le scrutin à venir?

[Bernard Pascaud] Pour la Restauration Nationale ce qu'il est convenu d'appeler la construction européenne a toujours été perçu comme une chimère dangereuse pour notre nation, une aubaine pour nos politiciens en panne de projet politique, une arnaque ignoble où les peuples sont régulièrement et sciemment trompés. D'Aristide Briand à Nicolas Sarkozy, en passant par Monnet, Schuman, Giscard, Mitterrand ou Chirac, et même De Gaulle, l'Action française d'abord puis la Restauration Nationale qui en est l'héritière, n'ont cessé de défendre la réalité France, fait et bienfait, contre toute mesure ou manœuvre tant soit peu supranationale. Bien avant qu'on ne parle d'eurosceptiques ou de courant souverainiste nous avons diagnostiqué dans l'Européisme « un crime contre la France. ». Mais, contrairement à ces tendances de saine réaction nous ajoutons à notre affirmation de la possible survie de la souveraineté française un projet politique qui en est l'indispensable corollaire : rendre à la France son souverain naturel et national : le roi.

Débarassée de l'inutile carcan de Bruxelles, une politique nationale française est toujours possible. La mondialisation ou les tendances régionalistes, loin de démontrer le caractère désuet de la France, ne font que souligner l'urgente protection de l'indispensable échelon national. Encore faudrait-il que celui-ci soit servi par un pouvoir suffisamment fort et continu pour être efficace dans ses missions de défense des intérêts français. Voilà quelle est la position officielle

de notre mouvement sur la question européenne. Celle du scrutin y est relative. Tous nos adhérents, nos lecteurs, nos sympathisants peuvent déduire librement de nos analyses le comportement le plus national à tenir.

Pour autant, être nationaliste français n'équivaut évidemment pas à rêver d'une France isolée. Une Europe des souverainetés est possible et même souhaitable. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Prince Jean parle de refondation de l'Europe. Dans la dernière lettre de son association Gens de France, la question est approfondie et formulée sous le titre d'Alliance des nations européennes, ce qui signifie « l'alliance de nations souveraines qui, dans le respect de leur liberté propre, partagent une vision à la fois concrète et humaniste de la politique, associées dans la réalisation de projets visant au bien commun des pays membres et au traitement résolu des grands problèmes mondiaux. »

En développant la vision d'une Europe dont le « socle substantiel » est constitué du fait national, de l'héritage chrétien et d'une espace géopolitique repéré, on quitte le domaine de l'idéologie et des abstractions institutionnelles pour celui du réalisme. C'est sur cette base que sont envisagés dans le bulletin du Prince un « nouvel esprit et des institutions renouvelées ». (Voir le N° 15 de Janvier-Février-Mars 2009 de Gens de France 53 rue Lemerancier 75017 Paris). Il y a là plus de sagesse que dans tous les programmes électoraux des futurs eurodéputés.

Quels facteurs pourraient pousser votre mouvement à s'inscrire dans une démarche électorale?

[Bernard Pascaud] Sans doute faut-il comprendre votre question dans le sens d'une candidature ? Si tel est bien le sens de la question la réponse sur les facteurs est de deux ordres. Passons sur le facteur des moyens, notamment financiers, bien qu'ils soient d'importance si l'on veut avoir quelque chance de rayonnement utile. Le facteur de l'opportunité est encore plus déterminant. Il ne peut être résolu de façon positive qu'à la condition de répondre « oui » aux questions suivantes : Y a-t-il une véritable chance que le message royaliste soit, non pas « entendu », mais « recevable » dans le contexte d'une telle élection?

[Bernard Pascaud suite] ... N'y a-t-il pas un risque de faire apparaître le royalisme comme une tendance partisane quand toute la spécificité d'une politique royale est justement l'inverse ? N'y a-t-il pas un risque de gêner plus que d'aider le Prince ? Est-ce là l'effort le plus pertinent que nous puissions aujourd'hui mettre en œuvre pour faire avancer le projet royaliste ?

Les manœuvres électorales en vue du bien commun sont parmi les plus difficiles à mettre en œuvre et les plus régulièrement marquées du sceau de l'échec. Résister à ces petites satisfactions vaines est du domaine du courage et du réalisme politique quand on n'a pas la quasi assurance du succès. On prend sinon le risque d'un résultat contre-productif. Mieux vaut dans ces conditions concentrer ses efforts sur un travail plus patient, apparemment moins ambitieux,

assurément moins tapageur et plus humble mais finalement plus constructif.

Allez-vous personnellement voter ?

[Bernard Pascaud] Pardonnez-moi, mais ce que je ferai personnellement lors des prochaines élections européennes est vraiment sans intérêt. Chacun agit en conscience, même s'il s'abstient. Car l'abstention peut constituer une attitude politique. Le Parlement européen, dont on est raisonnablement autorisé à contester le bien fondé et à souligner la malfaisance législative en maints domaines, a montré comment il était peu respectueux du suffrage populaire quand celui-ci lui déplaisait. La grande crainte des eurodéputés est que soit contestée leur légitimité qu'une forte abstention rendrait flagrante.



Olivier Perceval, président du Centre Royaliste d'Action Française, ne votera pas!

Quelle est la position de l'AF par rapport à ces élections européennes ?

Nous pensons que ce nouveau scrutin est une mascarade après le refus par nos parlementaires de considérer le non des français à Lisbonne. Nous nous inscrivons, en outre, dans la ligne politique des rois Capétiens magnifiquement illustrée par Bainville en son temps ou par Chauprade aujourd'hui, en refusant des alliances imposées non par souci géostratégique, mais par une logique libérale et financière, dictée par un clan mondialiste dont les intérêts semblent plus s'inspirer des lobbies mondialistes de Washington que des attentes des peuples d'Europe.

Quant à imaginer que cette voie Européenne serait la seule qui puisse permettre à la France d'éviter le repliement sur soi dans un splendide isolement, nous répondons que d'autres stratégies d'alliances sont possibles, avec la Russie par exemple, ainsi qu'en Méditerranée, sans qu'on ait besoin d'aliéner notre

indépendance en matière de politique étrangère notamment.

Historiquement la France a toujours lutté contre l'intégration dans « l'Empire » et cela lui a plutôt réussi ; surtout quand on sait que Bruxelles n'est que l'antichambre d'une mondialisation portée par l'oncle Sam.

Enfin il faut voir que ce scrutin, compte tenu de son éloignement des réels problèmes des peuples, rencontrera une abstention record. Être du côté des abstentionnistes, c'est l'occasion pour nous d'être pour une fois dans la majorité (rire). Le mot d'ordre de « sécession » que nous lançons est une manière de dire que la France a été placée de force sous les ordres du gouvernement de Bruxelles, qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de défendre nos souverainetés menacées, mais de reconquérir une indépendance dont nous avons été privés.

Quels facteurs pourraient motiver l'AF à s'inscrire dans une démarche électorale ?

Si cela s'inscrit dans une stratégie locale, et/ou circonscrite, avec des objectifs visibles. Par exemple aux législatives de 2007 nous avons tenté de créer une plate-forme royaliste pour une réforme institutionnelle avec le GLR et la revue Les Epées, (certains se rappellent le colloque à l'Assemblée Nationale). Le but était d'atteindre 1% des voix sur vingtaine de départements, ce qui permettait d'être financé pendant cinq ans. Voilà un objectif concret, nous n'avons pas été suivis par les mêmes mouvements qui aujourd'hui appellent à l'unité.



Yvan Aumont, quid d'une participation de la NAR à de nouvelles élections?

Tout dépend du contexte, des alliances possibles, etc. La NAR n'y répugne pas, nous l'avons fait assez souvent, mais nous ne voulons plus faire des campagnes dites de "témoignage", épuisantes, onéreuses et souvent contre productives vu la faiblesse des scores obtenus...

Pour ce qui me concerne personnellement j'irais déposer un bulletin dans l'urne mais lequel c'est un mystère (rire)

"Un Vote d'Attente", communiqué de la NAR

"La Nouvelle Action royaliste constate l'échec de la « gouvernance » européenne: elle nie totalement la volonté exprimée en France, en Hollande et en Irlande par des peuples qui ont souverainement rejeté les récents projets de traités européens, effectivement inacceptables quant à leurs principes ultra-libéraux et quant à leurs structures non-démocratiques ; elle continue de s'inscrire dans l'atlantisme au point d'oublier son moralisme lorsque les États-Unis violent les droits de l'homme par le recours systématique à la torture et commettent des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan ; elle est incapable de protéger les nations et les citoyens de l'Union européenne des conséquences violentes de la crise économique et financière.

Hostile au nationalisme, la Nouvelle Action royaliste souhaite la refondation de l'Union européenne sous la forme d'une confédération de tous les États du continent. Il s'agit d'assurer la sécurité collective hors de l'Otan dont la Nouvelle Action royaliste souhaite la disparition : celle-ci sera considérablement hâtée quand la France, retrouvant sa tradition multiséculaire d'indépendance, décidera de quitter définitivement l'organisation militaire dirigée par les Américains. Il faut mettre en oeuvre des plans de développement concertés sur des objectifs d'intérêt commun (recherche, transports, énergie) afin d'assurer la prospérité de l'ensemble du continent et des pays qui sont associés à chacune de ses nations. Dés à présent, ce projet à long terme peut être esquissé par des décisions concrètes qui permettront de lutter efficacement contre la crise: politique de protection souple de l'Union européenne, réforme radicale des statuts de la Banque centrale européenne et du système monétaire de la zone euro, abandon de l'idéologie de la concurrence et des pratiques destructrices qui s'en inspirent, programme concerté de relance industrielle, relance de la Politique agricole commune dans un souci de protection des agricultures nationales et des agriculteurs. La Nouvelle Action royaliste souhaite que la France donne l'exemple d'une politique

de redressement national par voie de nationalisation des secteurs-clés, à commencer par le crédit, et par la hausse massive des salaires. Dans le cadre d'un protectionnisme européen et d'un contrôle de la circulation des capitaux dont le gouvernement français devrait indiquer les modalités, la nationalisation des établissements de crédit permettra l'assainissement du secteur et des rapports avec une clientèle aujourd'hui surexploitée ; la nationalisation des secteurs-clés de l'industrie assurera la relance de la politique industrielle ; la hausse massive des salaires moyens et modestes développera la demande globale de biens et de services produits dans les nations de l'Union européenne et des pays avec lesquelles elle aura choisi de commercer.

C'est selon ces projets à court et à long terme que la Nouvelle Action royaliste se prononce quant aux listes en compétition pour les élections européennes. Elle rejette totalement les listes de droite, de gauche et du centre, animées par les partisans du « Oui », battus en 2005 et qui acceptent ou se résignent au déni de démocratie représentée par le traité de Lisbonne, copie du « traité constitutionnel » rejeté par le peuple français.

Elle regrette de ne pouvoir soutenir l'une ou l'autre des listes qui s'opposent aux oligarques ultra-libéraux et sociolibéraux, faute d'y retrouver l'ensemble des principes qu'il est indispensable de promouvoir: projet à long terme d'organisation confédérale du continent européen avec pleine participation de la Russie et de la Turquie, exigence immédiate de protection économique et financière de l'Union, réaffirmation du rôle décisif des États nationaux et, dans le domaine de l'action militante, appel au rassemblement de tous les citoyens qui veulent tout à la fois une politique nationale de redressement et une refondation de l'Europe. C'est pour hâter cette prise de conscience qu'elle refuse de prendre part, dans la conjoncture électorale présente, aux jeux partisans. Elle regrette d'avoir à se prononcer pour le vote blanc – vote d'attente et non d'indifférence.



Le retrait d'Yves Marie Adeline n'aura pas eu raison des ambitions politiques de l'Alliance Royale qui sera donc la seule formation ouvertement monarchiste à présenter des candidats lors des élections européennes. Ce seront donc cinq listes d'Alliance Royale qui seront présentes pour ce scrutin. A 41 ans, Dominique Hamel est la tête de liste royaliste pour la région du Sud-Est. L'occasion pour celui qui est aussi le vice-président de la Conférence Monarchiste Internationale, et le directeur politique de l'AR de répondre à nos questions. (propos recueillis par Khemara)

L'Alliance Royale se présente lors de ce scrutin européen, quels sont vos objectifs?

Même avec un minimum de moyens, nous avons vu lors des dernières élections cantonales que nous étions capables de réaliser des scores identiques à ceux obtenus il y a dix ans par les trotskistes. Notre souhait est de nous inscrire durablement dans le paysage politique national. Il est fondamental pour les royalistes de faire entendre leur voix en proposant la royauté comme alternative sérieuse et crédible à ce régime en faillite. Les élections sont un moment particulièrement propices pour le faire. Nous voulons aussi montrer aux Français que l'Alliance Royale est force de proposition alors que, trop souvent, les royalistes sont perçus comme des opposants systématiques.

En quoi l'Alliance Royale est-elle mieux préparée aujourd'hui que lors de ses précédentes participations ?

L'Alliance Royale est un parti relativement jeune sur la scène politique. C'est la deuxième fois que l'Alliance Royale se présente aux élections européennes et nous avons gagné en expérience. De plus, nous sommes mieux structurés aujourd'hui qu'il y a cinq ans : le développement territorial est sensible ; notre discours politique s'est étoffé ; nous avons demandé et reçu le soutien de royalistes d'autres mouvements, comme Jean-Philippe Chauvin, tête de liste dans la région Ouest.

L'Alliance Royale a entamé une collaboration avec d'autres partis monarchistes européens sous l'égide de la CMI? Pouvez-vous nous en dire plus?

L'Europe est un continent géographique, mais c'est aussi un espace culturel avec un héritage commun. Il nous semblait donc important, dans le cadre des élections européennes, d'entamer une discussion avec d'autres partis monarchistes européens. Pour réussir en politique, il faut rassembler ; l'Alliance Royale ne ménagera donc jamais ses efforts pour la réussite de cet objectif. Avec la CMI, nous avons touché la plus grande partie des mouvements royalistes européens. Nous leur avons ouvert nos listes quand cela était possible, pour souligner le caractère européen de notre démarche.

On espère en France parvenir un jour à une concertation véritable entre les différents mouvements, on parle même d'Assises, que faut-il à votre avis pour y parvenir ?

Il faut que les mouvements, clubs et associations mettent leurs drapeaux dans leurs poches. Pour réussir ces Assises, il faut travailler en partant du plus petit dénominateur commun, qui est aussi l'essentiel : notre objectif commun de restaurer la royauté. Eh bien, partons sur cette base et évitons tout ce qui pourrait nous désunir. Il faut aussi confier l'organisation de ces Assises à une structure unitaire et autonome. L'Alliance Royale fait donc totalement confiance à la CMI pour la pleine réussite de ces Assises.



(suite de la page précédente)

Une confédération des élus monarchistes a été lancée, ou en est le projet ? L'Alliance Royale et ses quelques élus entendent-ils participer ?

L'Alliance Royale n'a, à ma connaissance, jamais eu de contact avec cette organisation. Nous réfléchissons, de notre côté, à l'opportunité de créer une association indépendante chargée de rassembler l'ensemble des élus royalistes (élus ou non sous une étiquette royaliste) mais aussi des candidats royalistes aux élections.

L'électorat royaliste est souvent dispersé, quel est votre argumentaire pour le convaincre ?

L'électorat royaliste est traditionnellement et historiquement dispersé d'autant plus qu'il n'était pas représenté lors des différents scrutins électoraux. Avec l'Alliance Royale, il a enfin la possibilité de s'exprimer dans les urnes, au lieu de se diviser entre les partis républicains en jouant les supplétifs sous prétexte de voter utile...

Il est temps d'en finir avec les divisions permanentes et les querelles de chapelles. Pour autant, il est légitime qu'il existe différentes organisations royalistes, parce que nous sommes différents. Eh bien, faisons de ces différences une richesse et non pas une faiblesse. En votant pour l'Alliance Royale, les royalistes peuvent s'engager ensemble sur l'essentiel – la nécessité du principe royal pour rénover la France – sans perdre leur identité propre. De son côté, l'Alliance Royale soutiendra toute action qui permettra de faire rayonner notre cause commune.

“**Couronnez la France**”, les slogans et affiches de l'Alliance Royale dénoncent “l'étouffement de notre souveraineté par la construction d'un état européen”, “les empiétements de la Technocratie sur nos libertés”, “l'ouverture sans contrôle des frontières”, et “l'uniformisation des cultures”.

Sous l'égide de la **Conférence Monarchiste Internationale** (CMI), l'Alliance Royale et l'**Alleanza Monarchica** ont passé un accord en vertu duquel plusieurs membres de l'Alleanza se portent candidats sur les listes françaises, l'Alleanza ayant par ailleurs appelé les citoyens français d'origine italienne à voter pour les listes d'Alliance Royale.

Le **Groupe d'Action Royaliste**, les **Etudes Politiques Françaises**, le site **La Couronne**, et la **webradio Fréquence Royaliste** ont apporté leur soutien officiel à la campagne d'Alliance Royale. Par ailleurs, au niveau local, plusieurs sections de l'**Action Française**, ou de la **Restauration Nationale**, ont choisi de mettre leurs moyens militants au service des candidats d'AR. A noter enfin que le **Parti de la France** de Carl Lang a clairement désigné les listes d'AR comme celles se rapprochant le plus de ses idées dans les régions où le PDF ne se présente pas.

Attention, il vous faut télécharger le bulletin de vote d'Alliance Royale sur le site www.allianceroyale.fr avant d'aller voter. L'AR n'ayant pas en effet les moyens de financer l'impression de millions de bulletins de vote pour la France entière...



Italie, le prince Emmanuel Philibert en candidat Démocrate-Chrétien : Le prince de Venise, fils du prétendant au trône italien, a annoncé sa candidature aux élections européennes. “Je connais bien l’Europe pour avoir vécu en exil durant 31 années, de plus je parle cinq de ses langues” a expliqué le prince âgé de 36 ans ajoutant connaître “personnellement la moitié des chefs d’état de l’Union, et avoir des liens de parenté avec les autres”. Emmanuel Philibert sera tête de liste du parti ‘**Union des Démocrates Chrétiens et du Centre**’ (UDC) dans la région du nord-ouest. “L’UDC est le parti du Centre, loin des extrêmes qu’ils soient de gauche ou de droite, je partage avec ce parti les valeurs chrétiennes de la famille et de la vie”. Le prince de retour en Italie depuis l’abrogation de la loi d’exil en 2002 avait récemment gagné un programme de télé réalité, l’occasion pour le grand public de découvrir le prince de Savoie. Sa candidature a reçu le soutien officiel du mouvement ‘Valori e Futuro’ sous l’étiquette duquel le prince s’était présenté aux élections législatives en 2008, le Mouvement Monarchique Italien (MMI) et le Parti de l’Alternative monarchique (PdAM) ont tous les deux aussi appelé leurs sympathisants à voter pour le prince. Une démarche qui ne devrait toutefois pas trop gêner les listes ‘Stelle e Corona’ du mouvement de l’Alliance Monarchiste (**Alleanza Monarchica**) qui présente plusieurs listes tant pour les européennes que pour les élections locales qui se tiennent le même jour. C’est par ailleurs sous l’égide de la Conférence

Monarchiste Internationale (CMI) que l’Alleanza a passé un accord avec le parti français de l’Alliance Royale, des candidats italiens sont ainsi présents sur les listes du mouvement français,

Au Portugal, les fidèles de Dom Duarte Pio devrait reporter leur vote sur le Partido da Terra, ou Parti de la Terre. Le PDT a été créé en 1993 par des militants monarchistes en rupture avec la direction du Parti Populaire Monarchique (PPM). Ce dernier, qui a par le passé participé à plusieurs coalitions de centre gauche, ne devrait pas se présenter aux élections européennes.

Plus à l’Est, le **NMSS (Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès) du Roi Siméon II** présente des listes sur tout le territoire bulgare. Placé en troisième place dans les sondages, le parti monarchiste se présente comme la plus européenne des différentes coalitions en concurrence. En Roumanie, le **PNL (national libéral) de l’ancien Premier ministre Popescu Tariceanu** présente également des listes. Si le parti n’est pas officiellement monarchiste, son leader et ancien Premier ministre avait proposé un référendum sur le rétablissement de la monarchie, une restauration qu’il soutient ardemment, ainsi que plusieurs de ses alliés du Partidul Național Țărănesc (Parti National Paysan).

(Drakken pour la Toile)